

Communiqué

Du Réseau européen contre la privatisation et la commercialisation de la santé et de la protection sociale

Varsovie, 7 octobre 2012

Il y a urgence pour la santé en Europe !

La crise économique et sanitaire s'aggrave. Les privatisations et la commercialisation de la santé s'accroissent, privant une grande partie de la population à l'accès aux soins. Les fermetures d'hôpitaux, de maternité ou d'établissements médico-sociaux se multiplient. Cette crise est d'une gravité exceptionnelle particulièrement en Grèce, en Espagne, en Pologne ou au Portugal et remet en cause la conception même d'une santé et une protection sociale solidaire. Elle confirme qu'aucun pays d'Europe, qu'aucune population, ne sont à l'abri des politiques d'austérité confortées par le Pacte de stabilité budgétaire, au prétexte de la dette.

Les 12 et 13 mai 2012, réunis autour d'une déclaration à Nanterre, des organisations syndicales, des partis politiques, des associations de défense des usagers, de la santé publique et de la protection sociale, ... de différents pays d'Europe, avaient appelé à se rassembler et se mobiliser autour de la semaine du 1^{er} au 6 octobre, pour rejeter une telle régression sociale.

Les participants aux manifestations de grande ampleur à Varsovie le 5 octobre, Madrid comme à Athènes le 6 octobre, la centaine de rassemblement, d'occupation ou autres initiatives dans les structures de santé ou dans la rue, comme en Belgique, en Grande Bretagne, en France ou en Italie, ont montré la colère et la détermination des usagers, des citoyens et des professionnels à lutter contre la marchandisation de la santé, le pouvoir des trusts pharmaceutiques, tout au long de cette semaine d'action.

Les participants à la Conférence de Varsovie des 6 et 7 octobre 2012, ont tenu à réaffirmer leur refus d'une austérité toujours plus forte et souvent irrévocable, leur refus de la privatisation et de commercialisation de la santé, de la taxation et de la sélection des malades, du pillage de la protection sociale par les multinationales. La Conférence dénonce la précarisation accélérée des emplois de santé, la multiplication des licenciements et des suppressions de postes, le démantèlement des statuts et la généralisation du statut d'auto entrepreneur.

Tout cela concourt à une dégradation de la qualité des soins et s'oppose à un accès aux soins d'une partie de plus en plus large des populations et détériore leurs conditions de vie.

Ils alertent par ailleurs, les usagers, les professionnels, les élu-es, ... sur la nécessité d'amplifier, de coordonner et d'élargir ces actions de protestations pour le mettre à la hauteur des enjeux posés par ces politiques nationales et européennes.

La Conférence de Varsovie, pour sa part, a décidé de mettre tout en œuvre, de toute urgence, son soutien au peuple grec, en dénonçant dans chaque pays et au niveau européen, les exigences de l'Union Européenne envers la Grèce, à mener des actions à l'occasion du vote au Parlement de ce pays, d'un « troisième mémorandum » en deux ans.

Nous ferons entendre la voix et la détermination de celles et ceux qui luttent, partout en Europe, pour une santé et une protection sociale solidaire, lors de tous les rendez-vous du mouvement social européen et mondiaux comme lors des échéances nationales.

La Conférence a décidé de lancer du 11 au 17 mars 2013, une semaine européenne coordonnée, de sensibilisation et d'intervention des citoyens et des professionnels de santé contre la privatisation et la commercialisation du système de santé et de protection sociale, dans tous les établissements de santé, les lieux de travail, ... et d'interpellation des médias et des assemblées élues.